Texte original

Traité d'extradition entre la Confédération suisse et l'Autriche-Hongrie¹

Conclu le 10 mars 1896

Approuvé par l'Assemblée fédérale le 2 juin 1896²

Instruments de ratification échangés le 28 novembre 1896

Entré en vigueur le 28 février 1897

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse

et

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc.,

et Roi apostolique de Hongrie,

Ayant jugé à propos de conclure un traité sur l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires, savoir:

(Suivent les noms des plénipotentiaires)

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I à XXIII³

Art. XXIV

Les documents soumis ou communiqués en application du présent traité aux autorités de l'autre Etat devront toujours être accompagnés d'une traduction officielle en langue allemande, française ou italienne lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans une de ces langues.

RS 12 72; FF 1896 II 176

¹ Le présent traité et son protocole final sont devenus caducs pour l'Autriche dès le 19 août 1969 (art. 28 par. 1 de la conv. européenne d'extradition du 13 déc. 1957 – RS 0.353.1 – et art. 26 par. 1 de la conv. européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 – RS 0.351.1 et RO 1970 344). Ils restent valables pour la Hongrie selon l'échange de notes du 15 janv. 1921 (FF 1921 I 215).
RO 15 569

² RO 15 569

³ Ces articles sont devenus caducs pour la Hongrie dès le 11 oct. 1993 (art. 28 par. 1 de la conv. européenne d'extradition du 13 déc. 1957 – RS 0.353.1 – et art. 26 par. 1 de la conv. européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 – RS 0.351.1 et RO 1995 3704).

Art. XXV et XXVI⁴

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, en double expédition, le dix mars mil huit cent quatre-vingt-seize (10 mars 1896).

Müller

Kuefstein

⁴ Ces articles sont devenus caducs pour la Hongrie dès le 11 oct. 1993 (art. 28 par. 1 de la conv. européenne d'extradition du 13 déc. 1957 – RS **0.353.1** – et art. 26 par. 1 de la conv. européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 – RS **0.351.1** et RO **1995 3704**).